

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le premier ministre répondrait, j'en suis sûr, comme je vais le faire; c'est une question que l'on pourrait inscrire au *Feuilleton*.

M. Forrestall: Vous ne connaissez pas les faits. J'aimerais poser une autre question complémentaire au ministre de l'Expansion économique régionale. Quand sera-t-il en mesure de faire une annonce à la Chambre et aux gens de l'agglomération d'Halifax-Dartmouth sur les intentions de la Bell relatives à sa prise de possession de l'usine Fairey?

L'hon. M. Marchand: Malheureusement, monsieur l'Orateur, je ne puis donner de date.

M. Forrestall: Comme dernière question complémentaire, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pourrait-il nous dire, au nom de Dieu, ce qu'il a l'intention de faire avec les 1,200 ou 1,400 chômeurs en cause?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LE NORD DE LA SASKATCHEWAN—LES NÉGOCIATIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES D'EXPANSION

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Expansion économique régionale une question supplémentaire ayant trait aux négociations avec les provinces. Comme le ministre ne semblait pas sûr hier de ce qui se passait à l'égard de la Saskatchewan, expliquerait-il à la Chambre où en sont les négociations avec la province en vue de mettre les services de son ministère à la disposition du Nord de la Saskatchewan?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, nous sommes à négocier avec les dix provinces du Canada afin de déterminer des zones spéciales relativement à l'élaboration de programmes de développement. Nous espérons que tout commencera à compter du 1^{er} avril. Je ne connais pas en détail le contenu des ententes que chacune des provinces aura à signer. De toute façon, même si cela était, je ne le révélerais pas avant que les provinces elles-mêmes aient signé ces ententes.

[Traduction]

M. Howard (Skeena): Une autre question supplémentaire, si vous me le permettez, monsieur l'Orateur. Sauf erreur, la ministre a dit qu'il existe des accords avec certaines provinces—je vois par son geste que ce n'est pas vraiment ce qu'il a dit.

[M. Forrestall.]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA TENTATIVE DE REPRISE DE LA DENISON MINES PAR DES CAPITALISTES AMÉRICAINS

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Quel est le but des pourparlers entre le gouvernement et les companies Roman et Hudson's Bay? Serait-ce de permettre à ces deux compagnies de conclure les arrangements prévus à l'origine, en dépit de la politique annoncée par le premier ministre l'autre soir?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur l'Orateur.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement juge nécessaire de négocier avec une compagnie qui cherche à vendre sa part d'intérêt à une et même à deux compagnies? Pourquoi le gouvernement se mêle-t-il d'une affaire de ce genre?

L'hon. M. Greene: Ma foi, monsieur l'Orateur, ces sociétés et leurs directeurs tenaient à nous rencontrer après la déclaration du premier ministre, et comme pour tous les autres citoyens, nous sommes toujours heureux de nous entretenir avec eux de leurs problèmes.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre s'il peut maintenant, sinon, à un moment approprié à l'appel des motions, préciser à la Chambre ce qu'il voulait dire en déclarant que les sociétés Roman et Hudson's Bay pourraient peut-être réaliser leurs projets pourvu que l'uranium demeure propriété canadienne? Qu'est-ce que le ministre essayait de dire au juste aux Canadiens?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, je crois que la déclaration du premier ministre s'explique d'elle-même. Le gouvernement a annoncé qu'il tient absolument à ce que ce vaste gisement d'uranium demeure propriété canadienne, et si nous pouvons faire quelque chose dans ce sens, le gouvernement prêterait volontiers son concours.

L'AGRICULTURE

LA POLITIQUE RELATIVE AUX SUBVENTIONS À L'INDUSTRIE LAITIÈRE

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné que le ministre de l'Agriculture a récemment manifesté son intérêt pour